

masses exploitées, auxquels ils faciliteraient la possibilité d'organiser et de gouverner l'État eux-mêmes»; dans quelle mesure ils eussent pu concentrer en eux « le législatif, l'exécutif et le judiciaire », si le centrisme ne les avait castrés de leur puissance révolutionnaire.

En tout état de cause, les Soviets apparurent comme la *forme russe* de la dictature du prolétariat plutôt que comme sa forme spécifique, acquérant une valeur internationale. Ce qui est acquis, au point de vue expérimental c'est que, dans la phase de *destruction* de la société tsariste, les Soviets constituèrent la charpente de l'organisation armée que les ouvriers russes substituèrent à la machine bureaucratique et militaire et l'autocratie et dirigèrent ensuite contre les réactions des classes appropriées.

Quant aux *syndicats*, leur fonction fut altérée dans le processus même de dégénérescence de tout l'appareil de la dictature prolétarienne. Dans sa « maladie infantile » (datant du début de 1920) Lénine soulignait toute l'importance des syndicats par lesquels « le parti se trouvait intimement lié avec la classe et avec la masse et par lesquels, sous la direction du parti, la dictature de classe était réalisée ». Tout comme avant la conquête du pouvoir « le parti se trouvait d'autant plus obligé, et par les anciennes méthodes et par les nouvelles, à s'attacher à l'éducation des syndicats, à les diriger, sans oublier, en même temps qu'ils restaient et resteraient longtemps l'indispensable « école du communisme », l'école préparatoire des prolétaires pour la réalisation de leur dictature, l'association indispensable des ouvriers pour le passage définitif de toute l'économie du pays, d'abord aux mains de la *classe ouvrière* (et non de professions isolées), puis de tous les travailleurs ».

La question du rôle des syndicats prit de l'ampleur à la fin de 1920. Trotsky, se basant sur l'expérience qu'il avait réalisée dans le domaine des transports, considérait que les syndicats devaient être des organismes d'État chargés de maintenir la discipline du travail et d'assurer l'organisation de la production il allait même jusqu'à proposer leur suppression, prétendant que dans un État ouvrier, ils faisaient *double emploi* avec les organes de l'État!

La discussion rebondit au 10<sup>e</sup> Congrès du Parti, en mars 1921, sous la pression

des événements (Cronstadt). La conception de Trotsky s'y heurta tant à « l'Opposition ouvrière », dirigée par Chliapnikov et Kollontaï, qui proposait de confier aux syndicats la *gestion* et la direction de la production, qu'à celle de Lénine, qui considérait l'étatisation des syndicats comme *prématurée* et estimait que « l'État n'étant pas ouvrier, mais ouvrier et paysan avec de nombreuses déformations bureaucratiques », les syndicats avaient à défendre les intérêts ouvriers contre un tel État. Mais la thèse partagée par Lénine soulignait bien que le désaccord avec la thèse de Trotsky ne portait pas sur une question de *principe*, mais résultait de *considérations contingentes*.

Le fait que Trotsky fut battu à ce Congrès, n'indiqua nullement que la confusion se trouva dissipée quant au rôle que les syndicats avaient à jouer dans la dictature prolétarienne. En effet, les thèses du 3<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. reproduisirent cette confusion en marquant, d'une part, que : « avant, pendant et après la conquête du pouvoir, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le parti et, par rapport à ce dernier, jouent jusqu'à un certain point, le rôle de la circonférence par rapport au centre », et aussi que « les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au parti communiste dans son ensemble ». D'autre part « qu'après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'*organisation économique* et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique de communisme ».

On sait que, par la suite, les syndicats, non seulement perdirent tout contrôle sur la direction des entreprises, mais qu'ils devinrent des organismes chargés de pousser la production et non de défendre les intérêts des ouvriers. En « compensation », le recrutement administratif de l'industrie s'opéra parmi les dirigeants syndicaux et le droit de grève « théorique » fut maintenu, tandis qu'en fait, les grèves se heurtaient à l'opposition des directions syndicales.